

La chronique de ... Rachidi Rhezouani



## Ethique et sondages

Il en est du respect de l'éthique en matière de sondages d'opinion, et plus précisément de la propension à en manipuler les résultats ou à en forcer l'analyse, exactement ce qu'il peut en être dans d'autres sphères d'activité qui confinent à la chose publique.

La publication sur la période récente des résultats d'investigations par voie de sondage a donné lieu à des " sorties ", dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles relèvent davantage de la protestation et de la levée de boucliers, plutôt que de la réflexion sereine qui se proposerait de faire avancer le débat sur l'usage – que nous sommes tous en droit d'attendre – d'instruments de recherche, dont plus personne aujourd'hui ne remet en question l'utilité en matière d'aide à la décision.

Au fait, de quoi s'agit-il dans ce " débat " qui a tenté, si maladroitement, de jeter l'anathème sur des approches de recherche dont les attributs et les fondements scientifiques sont depuis longtemps avérés ?

Tout simplement à faire porter aux sondages d'opinion le fameux chapeau dont on affuble à longueur de saison l'arbitrage quand il s'agit de compétitions sportives. La meilleure manière de récuser des résultats qui ne font pas la part belle à sa propre équipe, n'est-elle pas de chercher un bouc émissaire ? Les sondages auront dès lors bon dos pour ouvrir la voie à la contestation de la légitimité ou de la fiabilité d'un diagnostic. Surtout quand celui-ci porte sur la perception de la vie politique nationale et de ses acteurs.

Et c'est justement là que l'approche devient singulièrement vicieuse. Au lieu de s'interroger sur les raisons et les motivations profondes qui pourraient expliquer, ne serait-ce que partiellement, la sévérité d'un constat, on s'évertue – une fois de plus – à échafauder les procès d'intention, quand on ne sombre pas tout simplement dans la " complotite ".

Maintenant, il faut œuvrer pour que les conditions soient réunies pour qu'enfin un débat serein puisse s'engager, entre l'ensemble des parties prenantes, autour de la pratique des sondages dans notre pays. A ce moment-là nous pourrions poser les véritables questions de fond.

Tout d'abord, quelles devraient être les conditions pour amorcer cette nécessaire formalisation de l'exercice professionnel, dans un champ d'activité qui demeure ouvert à toute initiative, même quand elle est imparfaitement outillée pour y intervenir selon les règles de l'art ? De quel poids pèse encore l'appréhension quand il s'agit – pour le citoyen – de répondre à la question du sondeur, et de quelles garanties faudra-t-il s'entourer pour réhabiliter la légitimité de la question aux yeux de tous ceux auxquels elle s'adresse ? Quelles formes de plaidoyer faudra-t-il engager en direction des décideurs et des acteurs politiques pour que le recours aux sondages puisse un jour occuper la place qui doit lui revenir dans une démocratie en construction ?

De quels outils de labellisation et de suivi devrait-on se doter pour s'assurer d'un respect par tous des règles d'éthique et des principes de déontologie ?

En attendant, les sondages d'opinion, en ce qu'ils sont une photographie de l'instant, restent absolument incontournables pour une compréhension, même approximative, des multiples expressions de cet instant. Aucun dénigrement, aussi zélé soit-il, n'y pourra rien. □

## Vent de crise sur les relations maroco-espagnoles

# L'abécédaire de la bastonnade

Depuis que la lune de miel maroco-espagnole s'est éclipsée, nos voisins ont du mal à penser autrement qu'en termes de vassaux.

Après les événements d'El Ejido et la relative accalmie qui s'en est suivie, on était en droit de penser que le vent de folie raciste qui a soufflé sur l'Espagne allait retomber. Il n'en a rien été.

Après la décision d'expulser des Marocains sous prétexte qu'un enfant est délinquant, voilà que des groupes sèment la terreur à Sebta. Leur dernier méfait, l'immolation forcée d'un de nos ressortissants par un groupe de racistes.

Le vendredi 25 janvier dernier, des criminels ont versé de l'essence avant de mettre le feu au pauvre hère. Selon la presse andalouse, la victime, dont l'identité n'a pas été révélée, a été hospitalisé d'urgence et ses jours ne sont pas en danger. Cette agression ne semble pas un fait isolé et la liste des méfaits de certains Espagnols, est trop longue pour ne pas réagir.

### Disproportion

La police espagnole y va aussi de son grain de sel. Elle a aussi son mot à dire avec une gestuelle très éloquente. Pas plus tard que le mardi 22 janvier dernier, plus de 300 immigrés marocains en majorité sans-papier ont organisé une manifestation à Almeria, dans le sud de l'Espagne avec l'appui du Syndicat des ouvriers agricoles (SOC). Les policiers ont pu rouler des mécaniques et démontrer leur parfaite connaissance de l'abécédaire de la bastonnade. Bilan: plus d'une vingtaine de blessés et l'arrestation de 28 sans-papiers. Le même jour, des affrontements ont secoué le poste frontière de Tarajal entre contrebandiers de subsistance et garde-frontières.

En réaction à cette expédition punitive, Manuel Chaves, président du gouvernement andalou a déclaré le 25 janvier ne pas se sentir à l'aise après avoir vu les images de la répression policière. Et qui le serait ?



• Abderrahmane Youssoufi et José Maria Aznar.

Ce n'est pas la première fois que la Garde civile charge des manifestants pacifiques. Le souvenir de l'assassinat d'un jeune immigré marocain, Abdelhadi Lamhamdi, froidement perpétré en décembre 2000 demeure indélébile.

De son côté, José Chamizo, Défenseur du peuple espagnol, sorte de médiateur, a sommé le gouvernement andalou de s'expliquer sur les incidents survenus lors de cette manifestation. M. Chamizo semble décidé à mener une enquête sur ces dérapages. Dans le cas où celle-ci démontre que les "dépassements ont eu lieu de la part des forces de l'ordre lors de leur intervention" qu'il qualifie de disproportionnée, le défenseur du peuple n'exclut pas une action en justice.

### Réactions

Le choix répressif de la police espagnole a soulevé un tollé dans les milieux politiques et associatifs en Andalousie et plusieurs organismes ont dénoncé cette intervention. Les associations représentant les immigrés maro-

cains ont également dénoncé la marginalisation et la paupérisation dont elles pâtissent. Dans un communiqué, plusieurs associations ont fustigé le nombrilisme du gouvernement andalou qui octroie des subsides conséquents aux associations espagnoles alors qu'elles restent sans aide. Cette décision sera la goutte qui fera déborder le vase.

Les associations marocaines entendent protester et revendiquer l'équité de traitement. La spécialité deux poids, deux mesures des Espagnols est connue depuis belle lurette. Et bien des Ibériques aimeraient voir ces associations affaiblies.

De fil en aiguille on est bien devant une machination délibérée et exempte de toute contrainte pour diaboliser le Moro. Le budget de 1,5 million d'euros consacré à transformer nos territoires occupés en forteresses procède d'une vision arithmétique très simple. Plus on expulse, moins on accueille. Les comptes sont vite faits. Sinon pourquoi l'accord signé au lendemain de la vendetta d'El Ejido n'a-t-il pas été appliqué ? □

A.D.A